



Compte-rendu réunion n°1 – Groupe de travail 5

Optimiser le budget alimentaire de tous pour concilier qualité et prix

Réunion n°1 Date :16/09/19 Lieu : TUBA. Animation : Hervé Chaygneaud-Dupuy
 Réunion n°2 Date : 27/11/19 Lieu : Hôtel de la Métropole Animation : Cyril Kretschmar

1. Liste des participants *et invités

Prénoms / Noms	Structures
Philippe Galley*	C5S Pour une alimentation durable
Valentine Dalloz*	Carrefour développement durable
Nicolas Valance	Groupe Seb
Anne-Laure Meriau*	Conseil de Développement (CDD)
Aurélie Georges*	Sens et savoirs
Gaëlle Blino *	Association VRAC
Charles Rondot	Via Terroirs
Nadjete Guidoum*	Equilibr' émoi
Loic Fayet *	Lieux de liens
Nathalie Bobin*	Centrales Intermarché
Pierre Bourdereau*	Groupe Casino
Camille Crigny*	Légum'au logis
Céline Fau*	Espace Créateur de Solidarité (ECS)/ Groupement des Epiceries Sociales et Solidaires Rhône-Alpes (Gesra)
Laureline Bourit*	Chef de projet économie circulaire Métropole de Lyon
Henri Jacot*	Vice-président Conseil de Développement (CDD)
Catherine Clancy*	Membre du Conseil de Développement (CDD)
Raphael Cochet*	Épicentre épicerie solidaire et sociale Lyon 8
Michel Boisson *	FILAP

Juliette Toyi-Massi	CCAS de Saint-Fons
Aurélie Oddoux	En APP'ART ET...
Christine Bailly*	Chef de service social Maison de la Métropole de Lyon
Marie- France Courcaud*	UFC Que choisir ?

2. Introduction au groupe de travail

La stratégie alimentaire de la Métropole de Lyon a été votée en juin. Elle définit 11 objectifs. La problématique abordée dans ce groupe de travail est centrée sur le budget que nous consacrons à l'alimentation et à la manière de l'optimiser, en prenant en compte les diverses situations de vie sur le territoire.

Tour de table : Épicerie solidaire, partage d'expériences, acteurs en mutation, pédagogie, accessibilité du bien manger, changer les habitudes, responsabilité du consommateur, quartiers politique de la Ville, rôle de la Métropole de Lyon, rôle de la grande distribution.

3. Inventaire des envies d'agir et des convergences possibles

- *Valentine Dalloz (développement durable dans le groupe Carrefour)* : volonté de partager son expérience et de prendre part à des initiatives. Cf. programme Act for food
- *Gaëlle Blino (chargée de mission à l'association VRAC)* : sa volonté est de faire part de l'expertise de l'association qui a de solides connaissances/compétences pour faire face à la précarité. VRAC a mis en place un système de double tarification en fonction du lieu de résidence des clients. Cela demande un soutien politique par des subventions de fonctionnement et non plus par des subventions de développement.
- *Nathalie Bobin (Intermarché)* : le bien manger est à la portée de tous mais comment le rendre véritablement accessible ? Une partie du problème semble venir du manque de connaissance minimum (ex : nom de certains fruits et légumes communs). Intéressant de développer les ateliers pédagogiques en accueillant des enfants dans les lieux de consommation.
- *Camille Crigny, (Légum'au logis)* : le constat du manque d'offres diversifiées dans les quartiers politique de la ville est évident. Un système de paniers de distribution de producteurs locaux *via* l'association *Croc'éthic* a été mis en place. Plusieurs tarifs sont proposés. Certains paniers sont à la portée de toutes les bourses. Mais même à ce prix-là, les publics les plus précaires ne sont pas réceptifs. Des réflexions sont en cours pour trouver d'autres moyens de toucher ces publics.
- *Aurélie Georges (Sens et savoir)* : Le bien manger est accessible à tous. Il faut changer les habitudes. Cela passe par de la pédagogie de masse.

- *Raphael Cochet, (Epicentre Lyon8)* : Épicentre propose également un système de double tarification. Cela semble plutôt bien fonctionner. La question est de savoir si les clients changent durablement leurs pratiques. Pour cela, une sensibilisation grand public semble nécessaire.
- *Cécile Fau, (ECS / GESRA)* : les épiceries sont des acteurs qui peuvent rendre possible à tous cet accès à l'alimentation. On n'aurait pas à jouer ce rôle si la grande distribution était réellement capable de le faire. Si le principal frein semble économique, il ne s'agit pas de minorer l'impact du manque de connaissances et de prise de conscience des publics précaires.
- *Anne-Laure Meriau (CDD)*. En tant qu'urbaniste, il est intéressant de prendre en compte les réalités des quartiers pour chercher à trouver une adéquation entre le niveau de vie des habitants d'un quartier et l'offre alimentaire locale.
- *Henri Jacot (CDD)* : la question de la précarité est centrale au conseil du développement. En tant qu'économiste : une réflexion sur la refonte d'un nouveau modèle économique autour d'un approvisionnement local de qualité est nécessaire.
- *Michel Boisson, (FILAP)* : à la suite d'une enquête sociologique et d'un diagnostic territorial financés par la Métropole de Lyon, une nouvelle modalité d'offre dans le quartier du Grand Mas à Vaulx-en-Velin est en création. L'objectif est de créer une épicerie qui corresponde à la demande précise des riverains. Pour cela, il s'agit d'imaginer une offre à partir des pratiques d'achat. Le public ciblé n'est pas dans la grande précarité mais plutôt des familles ayant des difficultés à boucler leur budget. La question n'est pas que budgétaire, elle est aussi culturelle.
- *Pierre Bourdureau (Groupe Casino, chargé des relations avec le territoire)*. Expérience des PAT dans d'autres territoires à plusieurs échelles. Le problème de la présence trop irrégulière des commerces d'alimentation est réel. Il faut mieux travailler sur l'implantation des commerces de proximité en lien avec les collectivités.
- *Christine Bailly (chef de service social - Maison de la Métropole de Lyon)* : Une de nos missions est de rompre l'isolement des personnes fragilisées. Certains publics ne se font plus à manger. Il est important de créer des ateliers pour redonner aux différents publics cette connaissance.
- *Marie France Courcaud (UFC que choisir)* : beaucoup de publications sont parues quant à l'alimentation à travers la question de la santé. Il y a une explosion des cancers chez les jeunes dûe au fait qu'ils ne mangent pas d'aliments de qualité. Le levier pédagogique est très important mais c'est avant tout un problème de budget.
- *Philippe Galley (C55)* : il faut être sur le terrain dans l'accompagnement des structures locales : maison de santé, MJC, associations... On maîtrise les budgets en étant rigoureux et en y mettant du sens.
- *Nadjete Guidoum (Equibr'émou)*. Vice-présidente de la ligue contre l'obésité. La prévention et la sensibilisation sont importantes mais il faut mettre en pratique. Volonté de changer par les actes, pas simplement par un changement de perception.
- *Loïc Fayet, (Lieux de liens)* : vocation à travailler sur la valeur de l'alimentation. La part du budget alimentaire en 50 ans est passé de 30% à 12% et il faudrait être à 20% au minimum. La part de celui du

logement est beaucoup plus importante qu'auparavant. Optimiser le budget est nécessaire mais il faut réfléchir aussi à ce qui permettrait de l'augmenter !

4. Convergences principales

- *Valentine Dalloz (Carrefour)* : La grande distribution a clairement un rôle à jouer. Le pôle développement durable de Carrefour est à la recherche de moyens pour agir sur l'accès à une alimentation saine et durable pour tous. Réelle motivation et volonté du groupe Carrefour de s'ouvrir à d'autres pratiques.
- *Nathalie Bobin (Intermarché)* : il paraît inévitable de se poser la question des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT). S'il existe certains « déserts alimentaires » c'est que ces zones correspondent à des endroits où il est très difficile pour les entreprises de la grande distribution de s'implanter.
- *Cécile Fau (ECS / GESRA)* : l'impression de ne pas avancer assez vite est une sensation partagée par un certain nombre d'acteurs. Comment changer la façon dont les gens consomment, s'il est encore possible de trouver des « plats tout prêt » à 2 euros ? Les acteurs de l'ESS ne seront efficaces que lorsque le « moins bon - moins cher » ne sera plus disponible.
- *Henri Jacot (CDD)* : Important que tous les acteurs soient présents. La question du Budget doit être traitée à la fois pour tous en y impliquant la grande distribution et spécifiquement sur les quartiers Politique de la Ville où des problèmes d'accessibilité sont pointés.
- *Michel Boisson (FILAP)* : la simultanéité des actions est essentielle : Oui à l'éducation des publics mais pas sans mise en pratique.
- *Philippe Galley (C5S)* : conscientiser/ éduquer les plus vulnérables *via* des ateliers. Mais attention, la communication ne se fait pas toujours bien. La diversité de cultures des publics est à prendre en compte. Interrogation quant au rôle de la grande distribution et de l'agro-alimentaire en général et au sein d'un PATLY.
- *Pierre Bourdureau (Casino)* : la grande distribution pâtit d'une mauvaise réputation. Pour autant, elle s'adapte aux nouvelles attentes des consommateurs. La volonté des grands groupes d'être un acteur de terrain et de soutenir les prises de conscience des consommateurs-citoyens est réelle.
- *Laureline Bourit (chef de projet économie circulaire à la Métropole de Lyon)* : le souhait de pouvoir consacrer 20% de son budget à l'alimentation n'a pas la même signification en fonction des revenus. Sait-on quel montant est nécessaire pour bien manger ? A priori, il suffirait de moins de 5 euros par jour et par personnes... à condition de cuisiner.
- *Loïc Fayet (Lieux de liens)* : imaginer des parcours avec les grandes surfaces et des associations de consommateurs. Il y a en effet un écart énorme entre le déclaratif (la liste des courses) et les achats effectivement réalisés. Il paraît important de donner à voir aux consommateurs leurs pratiques réelles pour les faire évoluer.

5. Chantiers issus des échanges en sous-groupe

Il a semblé important, malgré les réserves de principe de certains participants, de ne pas distinguer d'un côté ce qui est engagé avec la grande distribution, de l'autre ce qui est mené envers les publics les plus fragiles. Deux approches complémentaires ont fait l'objet de deux sous-groupes :

- L'approche territoriale : quels services et quels acteurs réunit-on sur les territoires pour que les publics fragilisés trouvent une alimentation de qualité à un prix abordable ?
- L'approche parcours : quel accompagnement du parcours d'achat met-on en place pour que les consommateurs puissent faire les arbitrages pertinents à budget constant ?

Le groupe de travail a fait émerger des propositions de thèmes et enjeux à approfondir qui sont listés ci-dessous. Les contenus ont été affinés par l'équipe projet du PATLY et l'équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Certains chantiers feront l'objet de réunions dédiées et d'autres de contribution en ligne sur la plateforme : PATLY.ORG

Chantiers en présentiel

Chantier n°1 Comment rendre accessible à tous une alimentation de qualité à l'échelle des quartiers, notamment par une évolution du modèle économique et du système d'acteurs ?

Chantier n°2 Quel accompagnement du parcours d'achat met-on en place avec la distribution pour que les consommateurs puissent faire les arbitrages pertinents à budget constant ?